



## CONSEIL COMMUNAUTAIRE

6 JUILLET 2023

### DELIBERATION N° 2023-072-DC

Le six juillet deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Madame Sylvie PRISSET, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le vingt-neuf juin deux mille vingt-trois et sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE

#### Membres présents :

**Président**, Jackie GOULET CLAISSE sauf 065 Présidence donnée à Sylvie PRISSET et 066 Présidence donnée à Michel PATTEE

**Vice-présidents**, Sylvie PRISSET (sauf 066), Michel PATTEE (sauf 067), Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE (sauf 067), Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Béatrice BERTRAND (sauf 065), Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION (de 057 à 077), Éric TOURON

**Conseillers délégués**, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (de 057 à 084), Gilles TALLUAU (sauf 065)

**Conseillers**, Amel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE (de 057 à 082), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD (de 057 à 082), Gilles BARDIN, Michel DELPHIN, Nathalie MORON, Laurence CAILLAUD, Éric POEHR, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Claudie MARCHAND, Arlette BOURDIER, Bernard HENRY  
Laurent FERTE, suppléant Alain BOURDIN

#### Absent (s) / Excusé(s) :

Éric MOUSSERION, Alain BOURDIN, Didier ROUSSEAU, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Benoit LEDOUX, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND, Myriam de CARCADAREC, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD, Patricia COCHET, Isabelle DEVAUX, Sylvain LEFBVRE, François BREE, Noël NERON, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINNEAU, Patricia VILLARME

#### Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Eric MOUSSERION à Rodolphe MIRANDE, Sandrine LION à Béatrice BERTRAND (de 078 à 088), Jacky MARCHAND à Christian GALLE, Jacqueline TARDIVEL à Laurent NIVELLE (sauf 065), Sylvie BEILLARD à Eric TOURON (de 083 à 088), Jean-François MIGLIERINA à Armelle PONCET (sauf 065), Myriam de CARCADAREC à Pierre de BOUTRAY, Bruno CHEPTOU à Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, François BREE à Éric POEHR (sauf 065), Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE (sauf 065), Marc-Antoine NERON à Loïc BIDAULT (de 057 à 084), Nathalie LIEBAULT à Thomas GUILMET, Bruno PROD'HOMME à Grégory PIERRE (sauf 067), Géraldine LE COZ à Jackie GOULET CLAISSE (sauf 065), Christophe CARDET à Sophie TUBIANA, Bernard CHANDOUINEAU à Jean-Pierre ANTOINE

**Secrétaire de séance** : Sylvie PRISSET

	DC 057 à 064	DC 065	DC 066	DC 067	DC 068 à 077	DC 078 à 082	DC 083 à 084	DC 085 à 088
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41	41	41
Présents	51	48	49	49	51	50	48	47
Absents - Excusés	30	33	32	32	30	31	33	34
Pouvoirs	17	12	16	16	17	18	19	18
Votants	68	60	65	65	68	68	67	65

### INSTITUTION DE PLAFONDS DANS LE CADRE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

**Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;**

**Vu le Code général de la Fonction Publique,**

**Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,**

**Vu la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,**

**Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;**

**Vu le décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et la formation professionnelles tout au long de la vie,**

**Vu l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,**

**Vu l'avis du Comité social territorial en date du 8 juin 2023,**

**Considérant** qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les modalités de mise en œuvre du CPF et notamment les plafonds de prise en charge des frais de formation au sein de la collectivité / de l'établissement,

**Considérant** l'importance de l'accompagnement des agents dans la réalisation de leur projet professionnel et la nécessité de leur accorder toutes facilités afin de permettre l'accomplissement de ce projet, le service Formation propose à l'assemblée le règlement suivant :

Le compte personnel de formation permet à l'agent d'accéder à une qualification ou de développer ses compétences dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle. L'agent utilise, à son initiative et sous réserve de l'accord de son employeur, les heures qu'il a acquises sur ce compte en vue de suivre des actions de formation, et pour préparer des examens ou des concours de la fonction publique (étant entendu que les préparations aux concours ou examens professionnels doivent être prioritairement effectués au CNFPT).

### **Article 1 : Demande d'utilisation du CPF**

Dans un premier temps, l'agent devra compléter et transmettre au service formation de la DRH le formulaire de demande d'utilisation du Compte Personnel de Formation, accompagné d'un courrier expliquant son projet de formation / d'évolution professionnelle. Le formulaire devra préciser le nombre d'heures de formation requises, le calendrier et le programme de la formation ainsi que le devis de l'organisme de formation ciblé.

### **Article 2 : Dépôt des demandes**

Les documents devront être déposés auprès du Service Formation par mail ou courrier.

### **Article 3 : Critères d'instruction et priorité des demandes**

#### **1/ Critères d'instruction :**

Afin d'instruire les demandes, il est décidé d'examiner chaque demande en présence, au minimum, d'un élu et d'un représentant de l'administration (DGS/DGA/ou DRH). La demande passera ensuite en commission RH pour validation.

Une seule demande par agent et par année civile sera étudiée.

#### **2/ Les situations prioritaires en référence au texte de réglementation du CPF**

Lors de l'instruction des demandes, la collectivité examinera les demandes d'utilisation du CPF en donnant une priorité aux agents qui souhaitent :

- Suivre une action de formation, d'accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions préconisée par le médecin du travail
- Suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience (VAE) par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles) pour les agents sans aucun diplôme.

- Suivre une remise à niveau relevant du socle de connaissances et de compétences de base (exemple : Certificat CléA). Les formations au socle de connaissances et compétences de base ne peuvent pas être refusées par l'employeur mais peuvent être reportées d'un an maximum.

- Suivre une action de formation pour la préparation d'un concours ou examen professionnel hors CNFPT – **doit rester une exception**

### 3/ Les critères de priorité complémentaires

Afin d'instruire les demandes non prioritaires, chaque dossier sera étudié en tenant compte des critères suivants :

- La pertinence du projet par rapport à la situation de l'agent (en privilégiant les projets présentés par des agents dans l'obligation d'envisager une reconversion professionnelle)
- L'adéquation de la formation avec le projet d'évolution professionnelle
- Le nombre de formations déjà suivies par l'agent dans le cadre du CPF
- L'ancienneté sur le poste ou au sein de la Fonction Publique Territoriale
- Le calendrier de la formation en tenant compte des nécessités de service.

### **Article 4 : Réponses aux demandes de mobilisation du CPF**

Une réponse à la demande de mobilisation du CPF sera adressée par écrit à l'agent dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de l'examen par les élus et le Directeur Général. Toute décision de refus doit être motivée et pourra être contestée par l'agent devant l'instance paritaire compétente.

L'agent a également la possibilité d'effectuer un recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, dans les conditions de droit commun.

Si une demande de mobilisation du CPF a été refusée pendant 2 années consécutives, le rejet d'une 3<sup>e</sup> demande portant sur une action de formation de même nature ne peut être prononcé qu'après avis de l'instance paritaire compétente.

Lorsque plusieurs refus sont émis sur les demandes d'utilisation du CPF, l'agent pourra demander à bénéficier d'un accompagnement personnalisé pour l'élaboration de son projet d'évolution professionnelle. Cet accompagnement peut être assuré par un conseiller du Centre de Gestion ou par un organisme agréé.

### **Article 5 : Plafonds de prise en charge des frais de formations**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret du 6 mai 2017 susvisé, sont décidés, en vue de la prise en charge des frais de formation, les plafonds suivants :

Projet de l'agent	Prise en charge frais de formation	Plafond maximal de formation pris en charge (prix TTC)	Temps de formation sur temps de travail ou temps personnel	Prise en charge frais de transport
Formation dans le cadre d'un projet de reconversion pour anticiper une <u>inaptitude à l'exercice des fonctions préconisées par le médecin du travail</u>	100 %	3 600 €	Temps de travail (en priorité)	Non
Dispositif de remise à niveau (ex CléA)	100 %	1 000 €	Temps de travail (en priorité)	Non
Préparation concours hors CNFPT	<u>Poste disponible dans la collectivité :</u> - oui : 100 % - non : 50 % * *soit 200€	400 €	Temps de travail (en priorité)	Non

Accusé de réception en préfecture 049-200071876-20230706-2023-072-DC-DE Date de télétransmission : 07/07/2023 Date de réception préfecture : 12/07/2023	Bilan de Compétences dans la limite de 2 par an pour toute la collectivité *	100 %	1 850 €	Temps de travail (en priorité)	Non
	Accompagnement pour une VAE	100 %	1 600 €	Temps de travail (en priorité)	Non
	Reconversion ou projet pour raison personnelle et rester dans la collectivité sous réserve d'un poste ouvert dans la collectivité	70 %	1 800 €	Temps de travail (en priorité)	Non
	Reconversion ou projet pour raison personnelle et quitter la collectivité	30 %* *soit 540 €	1 800 €	Temps personnel (en priorité)	Non

\* Tous les agents de la collectivité peuvent bénéficier d'un bilan de compétences. L'agent ne peut prétendre à un autre bilan de compétences qu'à l'expiration d'un délai d'au moins 5ans après le précédent.

#### **Article 6 : La situation de l'agent en formation**

Les actions de formation suivies au titre du CPF ont lieu en priorité pendant le temps de travail. Les heures consacrées à la formation donnent lieu au maintien de la rémunération de l'agent par l'employeur. Les heures du CPF utilisées pour la formation seront réalisées tout ou partie sur le temps de travail en fonction du projet de l'agent. Les heures de formation hors temps de travail ne donneront lieu ni à rémunération ni à récupération.

L'agent qui utilise son CPF est couvert par son régime accident de travail / maladie professionnelle comme tout agent qui suit une formation.

**L'agent est tenu de suivre la formation demandée en totalité. En cas d'absence non justifiée (autre que maladie ou raison sérieuse), l'agent sera tenu de rembourser la somme correspondant au coût de la formation.**

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'APPROUVER** le règlement et les plafonds instaurés pour le CPF dans les conditions ci-dessus définies.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire.
- **DE PRÉVOIR** l'inscription des crédits nécessaires au budget.

**La délibération est adoptée à l'unanimité.**

Résultat des votes :  
Pour : 68  
Contre :  
Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur

  
Jackie GOULET CLAISSE

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »